



Horizon Europe: statut totalement insuffisant de la Suisse

Le Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) a annoncé que, jusqu'à nouvel ordre, la Suisse ne sera pas associée directement au 9^e programme-cadre de recherche de l'UE. Elle est considérée comme un pays tiers non associé, ce qui signifie que les chercheurs suisses sont exclus de parties essentielles du programme. economiesuisse demande au Conseil fédéral d'engager une action politique ferme pour trouver une meilleure solution.

En tant que pays tiers, la Suisse a peu à dire dans le plus grand programme de recherche au monde, Horizon Europe. Des personnes et institutions peuvent certes participer à des projets européens, sous réserve d'un financement fédéral à part, mais toute conduite ou coordination à partir de la Suisse est impossible. En outre, les chercheurs suisses ne peuvent plus demander de subventions au Conseil européen de la recherche, ce qui met un instrument de soutien précieux et prestigieux hors de leur portée.

Perte d'attractivité pour la recherche

economiesuisse regrette vivement cette évolution. Même si la Suisse restaure l'équilibre de manière ponctuelle, par un financement direct, le pôle de recherche et d'innovation n'en sera pas moins défavorisé dans le réseau européen. Outre les universités, cela affectera de nombreuses hautes écoles spécialisées et PME, sans oublier la relève et l'élite des talents de la recherche, pour qui notre pays deviendra nettement moins attrayant.

Pourtant, la Suisse a déjà de l'expérience à cet égard: de 2014 à 2016, elle avait été associée au programme précédent en tant que pays tiers seulement. L'effondrement de la participation aux projets de recherche européens avait alors poussé de nombreux chercheurs et étudiants à renforcer sensiblement leur engagement politique en faveur d'une coopération de la Suisse avec l'UE.

Supprimer les obstacles politiques

Les milieux économiques estiment eux aussi que le statut actuel ne doit pas perdurer. L'UE a déjà signalé qu'elle considérait le déblocage du deuxième milliard de cohésion par la Suisse, décidé depuis longtemps, comme condition préalable à une intégration plus étroite. L'impasse au Parlement était liée aux négociations difficiles pour un accord-cadre. Dès lors qu'un terme a été mis à celles-ci, la politique devrait éliminer cet obstacle le plus vite possible.